

et à protéger la situation du change étranger au Canada jusqu'à ce que l'Europe occidentale puisse commercer au comptant. Les programmes commerciaux à longue portée visent à établir le commerce international au plus haut niveau possible sur une base multilatérale et à assurer au commerce extérieur du Canada des conditions favorables sur le marché mondial. (Voir chapitre XXI.)

Difficultés relatives au change étranger.—Le commerce extérieur du Canada atteint un volume sans précédent durant la guerre. En 1944, les exportations étaient évaluées à 3,483 millions de dollars et les importations, à 1,759 millions, ce qui donnait un commerce total de 5,242 millions de dollars. Les besoins de matériel de guerre fléchissant, le commerce en fit autant, mais en 1947 le total dépassait le niveau de 1944. Il atteignait 5,386 millions de dollars, soit 2,812 millions d'exportations et 2,574 millions d'importations. Toutefois, tandis qu'en 1944 l'excédent des exportations sur les importations avait donné une balance visible de 1,724 millions en faveur du Canada, il ne donnait que 238 millions en 1947. Comme, en cette dernière année, une partie considérable des exportations aux alliés étaient financées au moyen d'emprunts, le change étranger acquis de ces exportations ne suffisait pas à payer les importations. D'autre part, si le Canada et les États-Unis n'avaient pas été disposés à consentir des prêts, la renaissance du commerce européen eût été retardée pendant de nombreuses années, et le Canada eût subi une perte à la longue puisque ses débouchés d'exportation auraient été plus restreints. Les prêts consentis par le Canada en vertu de la loi de l'assurance des crédits à l'exportation dépassent 1,800 millions de dollars, dont 1,250 millions au Royaume-Uni. La majeure partie des prêts avaient été employés ou étaient engagés à la fin de 1947 lorsqu'il a été jugé nécessaire d'imposer des restrictions sur l'emploi des fonds qui restaient. Toutefois, en janvier 1949, il a été annoncé que les prélèvements sur la portion inemployée de l'emprunt du Royaume-Uni pourraient recommencer à raison de 10 millions de dollars par mois.

L'aspect le plus grave du déséquilibre entre les exportations et les importations a été que le Canada recevait moins de change étranger du genre voulu pour payer ses importations des États-Unis, c'est-à-dire moins de dollars américains. Il y avait à cela trois raisons. D'abord, la valeur des importations en 1947 a été d'environ quatre fois celle des importations en 1939, tandis que celle des exportations n'avait que triplé. Ensuite, les quatre cinquièmes environ des importations venaient des États-Unis et devaient être soldées en monnaie ferme; cette proportion n'était que de deux tiers avant la guerre. Enfin, le volume des exportations aux États-Unis avait fléchi d'un tiers du total qu'il était avant la guerre à un quart.

Le problème du change étranger au Canada a atteint son point culminant en 1947. Au cours de l'année, l'écart entre les rentrées et les paiements au compte courant international a pris des proportions telles qu'il a fallu tirer une somme de 743 millions sur les réserves de dollars américains et d'or, ce qui laissait dans ces réserves 502 millions à la fin de l'année. La décision prise en novembre 1947 en vue de parer à la situation visait à la triple fin de régler les importations, limiter le crédit aux gouvernements étrangers et limiter le montant de change étranger que les voyageurs canadiens pouvaient emporter en dehors du pays.

La réglementation des importations consistait à interdire certaines importations et à en admettre d'autres d'après un régime de contingentement et à assujétir les biens-capitaux et certaines matières de base et pièces à un système de permis d'importation. Le gouvernement a aussi recouru à la collaboration des hommes